



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.282/4
du 27 avril 2020

advies 67.282/4
van 27 april 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'de
pouvoirs spéciaux n° ...
concernant la prorogation des
délais de procédure devant le
Conseil du Contentieux des
Étrangers et de la procédure
écrite'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'van bijzondere
machtenbesluit nr. ... met
betrekking tot de verlenging
van de termijnen van de
rechtspleging bij de Raad voor
vreemdelingenbetwistingen en
de schriftelijke behandeling
van de zaken'

Le 20 avril 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'de pouvoirs spéciaux n° ... concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers et de la procédure écrite'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 27 avril 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 avril 2020.

*

Op 20 april 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk 'van bijzondere machtenbesluit nr. ... met betrekking tot de verlenging van de termijnen van de rechtspleging bij de Raad voor vreemdelingenbetwistingen en de schriftelijke behandeling van de zaken'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 27 april 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 april 2020.

*

En application de l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)' (ci-après : la « loi (I) »), qui se réfère à l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique et à l'accomplissement des formalités prescrites.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 3 sera complété par la date de l'accord du Ministre du Budget, soit le 17 avril 2020.

2. L'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)', qui permet en l'espèce le recours à la procédure de demande d'avis dans les cinq jours ouvrables visé à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', sans plus exiger de motivation spéciale de l'urgence, doit être visé au préambule, où il tient lieu, pour les arrêtés royaux entrant dans son champ d'application, de reproduction de la motivation de l'urgence.

L'alinéa 4 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.282/4 du Conseil d'État donné le 27 avril 2020 en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I) ; ».

La mention de l'avis 67.182/1-2 donné le 4 mars 2020 sur des projets d'arrêté royal devenus respectivement l'arrêté royal n° 2 du 9 avril 2020 'concernant la prorogation des délais de prescription et les autres délais pour ester en justice ainsi que la prorogation des délais de procédure et la procédure écrite devant les cours et tribunaux' et l'arrêté royal n° 12 du 21 avril 2020 'concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'État et la procédure écrite' sera placé après le visa dédié à l'avis du Conseil d'État, et ce sous la forme d'un considérant.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Interrogée sur la définition de la notion d'« autorités compétentes », visée à l'alinéa 1^{er}, la déléguée du Ministre a répondu comme suit :

« Het betreft een verwijzing naar mogelijkheid van de Raad zelf om in de concrete omstandigheden het algemeen beginsel overmacht toe te passen ».

Les mots « et sans préjudice des régimes adoptés ou à adopter par les autorités compétentes » ne traduisent pas avec la clarté requise l'intention exprimée par la déléguée du Ministre. Ils sont par ailleurs source de confusion dès lors que selon le rapport au Roi, le projet à l'examen vise précisément à éviter tout « débat quant à la question de savoir si les mesures de lutte contre le coronavirus constituent en toutes circonstances pareil type, *a fortiori* stric[t], de force majeure ».

Par ailleurs, la notion d'« autorités compétentes » pourrait soulever des questions au regard de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et du principe d'égalité consacré par la Constitution si elle permettait aux « autorités compétentes », qui peuvent elles-mêmes comparaître en tant que parties devant le juge, d'influencer l'application du régime des délais ¹.

Mieux vaut dès lors omettre les mots « et sans préjudice des régimes adoptés ou à adopter par les autorités compétentes », ce qui n'empêche nullement le Conseil du Contentieux des Étrangers d'estimer, le cas échéant, que les délais arrivant à échéance entre le 18 mars et le 8 avril pourraient être également prolongés pour un motif relevant de la force majeure ².

2. Le rapport au Roi indique que « le risque est devenu réel que des actes de procédure requis devant des organes juridictionnels ne puissent pas être accomplis dans les délais », et ce « [d]epuis que les prescriptions de sécurité plus sévères imposées par le Gouvernement et les restrictions de la vie publique et de la liberté de mouvement qui en découlent sont entrées en vigueur ». Il cite la date du 18 mars 2020. Or, le premier alinéa de la disposition à l'examen retient, lui, la date du 9 avril 2020 ³ et l'article 6 du projet énonce que l'arrêté produit ses effets le 9 avril 2020.

L'auteur du projet est invité à clarifier ses intentions à cet égard, et, s'il retient la date du 9 avril 2020, il doit être en mesure de justifier au regard du principe d'égalité, en reprenant cette justification dans le rapport au Roi, la différence de traitement qui résulte du choix d'une rétroactivité fixée au 9 avril 2020 et qui implique que seules les situations se produisant du 9 avril 2020 à la date de publication de l'arrêté en projet se verront appliquer de manière rétroactive le régime aménagé par l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La même observation vaut pour l'article 6 du projet.

¹ En ce sens, à propos de la notion d'« autorités publiques », voir l'avis n° 67.182/1/2 qui expose à cet égard, à la note de bas de page n°16, que « Selon la Cour européenne des droits de l'homme, 'il est porté atteinte à l'indépendance des juges lorsque l'exécutif intervient dans une affaire pendante devant les tribunaux en vue d'en influencer l'issue (Sovtransavto Holding c. Ukraine, § 80 ; Mosteanu et autres c. Roumanie, § 42)' (Guide sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, Droit à un procès équitable (volet civil), *op. cit.*, § 222, p. 49) ».

² Voir toutefois, à cet égard, l'observation ci-après.

³ La date du 9 avril 2020 correspond à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 2 du 9 avril 2020, lequel a précisément été publié au *Moniteur belge* à cette date ainsi qu'à celle de prise d'effet de l'arrêté royal n° 12 du 21 avril 2020, publié au *Moniteur belge* le 22 avril 2020. En revanche, la période retenue par l'arrêté royal n° 3 du 9 avril 2020 'portant des dispositions diverses relatives à la procédure pénale et à l'exécution des peines et des mesures prévues dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19' débute le 18 mars 2020.

Article 2

1. Pour une complète information des destinataires de la règle, il serait judicieux que le rapport au Roi précise que la possibilité de ne plus organiser d'audience publique, laissée au Conseil du Contentieux des Étrangers pour les recours et les demandes visées aux articles 39/77, 39/77/1, 39/82, § 4, alinéa 2, 39/84 et 39/85 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', ne fait pas obstacle à ce que le président de chambre ou le juge qu'il a désigné convoque, par ordonnance, les parties au lieu visé aux articles 74/8 et 74/9 où l'étranger se trouve ou au lieu où il est mis à la disposition du Ministre, au jour et à l'heure qu'il fixe, même le dimanche ou un jour férié, et ce conformément aux articles 39/77, § 1^{er}, alinéa 3, et 39/77/1, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

2. La note complémentaire qui est visée par la disposition est celle qui, ainsi que l'a confirmé la déléguée du Ministre, est prévue à l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Dans un souci de précision, cette référence figurera dans la disposition à l'examen. Les mots «, selon le cas, » pourront dès lors être omis.

3. La section de législation comprend la disposition en ce sens qu'elle ne s'oppose pas, en principe, à ce que le requérant puisse réagir par écrit à la note d'observations de la partie adverse⁴. Le rapport au Roi sera précisé sur ce point.

Article 3

1. La déléguée du Ministre a été interrogée sur la portée des mots « Sans préjudice de l'article 39/60 de la loi du 15 décembre 1980 ».

Elle a répondu comme suit :

« Seule l'interdiction d'invoquer d'autres moyens que ceux exposés dans la requête ou dans la note est visée. Pour éviter toute confusion, il est proposé d'écrire plutôt : 'sans préjudice de l'interdiction visée à l'article 39/60', comme dans l'actuel article 39/76, § 1^{er}, al. 2 précité ».

La disposition sera adaptée en ce sens.

2. La disposition à l'examen ne précise pas ce qu'il advient des audiences qui auraient été fixées conformément à l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980, lequel trouve à s'appliquer quand ne s'applique pas l'article 39/73 de la même loi⁵.

⁴ Comparer avec la formulation employée à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 12 du 21 avril 2020.

⁵ Selon la note au Gouvernement, dans deux tiers des cas, les audiences sont fixées conformément à l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980.

À ce sujet, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« De Vreemdelingenwet biedt twee mogelijkheden:

1) de Raad acht een mondeling debat niet nodig, en dan kan een schriftelijke procedure worden georganiseerd op grond van artikel 39/73. Het ontwerp voorziet in een regeling deze 100% schriftelijke te maken.

2) de Raad acht een mondeling debat nodig en dan wordt er een zitting gepland op grond van artikel 39/74. Gezien het uitgangspunt is dat een mondeling debat noodzakelijk is, wordt hier geen schriftelijke procedure zonder zitting voorzien ».

Eu égard à cette explication, et comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, il faut considérer que les audiences fixées conformément à l'article 39/74, précité se tiendront après la période définie à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet à l'examen.

Une telle précision gagnerait à être insérée dans le rapport au Roi.

Article 4

1. Il sera fait référence à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté en projet.

La même observation vaut pour l'article 5 du projet.

2. Il se déduit de l'article 4 du projet que, pour les affaires visées par l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980, l'envoi d'actes de procédure et de pièces complémentaires continuent d'être régies par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers' lequel précise que « [l]'envoi au Conseil de toute pièce de procédure se fait sous pli recommandé à la poste ».

Une telle précision gagnerait à être insérée dans le rapport au Roi.

Une observation similaire vaut pour les envois du Conseil du Contentieux des Étrangers, prévus à l'article 5 du projet à l'examen, qui, en ce qui concerne également les affaires visées par l'article 39/74 précité doivent, conformément à l'article 39/57-1 de la loi du 15 décembre 1980, « être envoyés par le Conseil sous pli recommandé à la poste ou par porteur contre accusé de réception ».

*

Met toepassing van artikel 4, eerste lid, van de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)’ (hierna de “wet (I)” genoemd), waarin wordt verwezen naar artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving haar onderzoek tot de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de te vervullen vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het derde lid moet de datum van de akkoordbevinding van de minister van Begroting worden toegevoegd, namelijk 17 april 2020.

2. In de aanhef moet worden verwezen naar artikel 4, eerste lid, van de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)’, dat *in casu* de procedure mogelijk maakt waarbij verzocht wordt om een advies binnen een termijn van vijf dagen, bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, zonder dat daarvoor nog een bijzondere motivering van het verzoek om spoedbehandeling hoeft te worden opgegeven. Voor de koninklijke besluiten die binnen het toepassingsgebied van die bepaling vallen, geldt die verwijzing daar namelijk als het overnemen van de motivering van het spoedeisende karakter.

Het vierde lid moet als volgt worden geredigeerd:

“Gelet op advies 67.282/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2020 met toepassing van artikel 4, eerste lid, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I);”.

Na de aanhefverwijzing naar dit advies van de Raad van State moet in de vorm van een overweging worden verwezen naar advies 67.182/1/2, op 4 maart 2020 gegeven over ontwerpen van koninklijke besluiten die hebben geleid tot respectievelijk koninklijk besluit nr. 2 van 9 april 2020 ‘met betrekking tot de verlenging van de verjaringstermijnen en de andere termijnen om in rechte te treden, alsmede de verlenging van de termijnen van de rechtspleging en de schriftelijke behandeling voor de hoven en rechtbanken’ en koninklijk besluit nr. 12 van 21 april 2020 ‘met betrekking tot de verlenging van de termijnen van de rechtspleging voor de Raad van State en de schriftelijke behandeling van de zaken’.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Op een vraag over de definitie van het begrip “bevoegde overheid”, dat in het eerste lid wordt gebruikt, heeft de gemachtigde van de minister als volgt geantwoord:

“Het betreft een verwijzing naar mogelijkheid van de Raad zelf om in de concrete omstandigheden het algemeen beginsel overmacht toe te passen”.

De woorden “en onverminderd de door de bevoegde overheid getroffen of te treffen regelingen” geven de bedoeling die de gemachtigde van de minister te kennen geeft, niet helder genoeg weer. Ze leiden ook tot onduidelijkheid aangezien het voorliggende ontwerp volgens het verslag aan de Koning juist wil voorkomen dat “discussies zullen ontstaan over de vraag of de coronamaatregelen in alle omstandigheden een dergelijke, laat staan strikte vorm van overmacht opleveren”.

Als het begrip “bevoegde overheid” zou inhouden dat die overheid, die zelf als partij voor de rechter kan optreden, op de toepassing van de termijnregeling invloed kan uitoefenen, zou dat bovendien vragen kunnen oproepen ten aanzien van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en ten aanzien van het grondwettelijk gewaarborgde gelijkheidsbeginsel.¹

De woorden “en onverminderd de door de bevoegde overheid getroffen of te treffen regelingen” kunnen dus beter worden weggelaten, wat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen er niet van hoeft te weerhouden om indien nodig te oordelen dat de termijnen die tussen 18 maart en 8 april aflopen, ook verlengd kunnen worden wegens overmacht.²

2. Volgens het verslag aan de Koning “bestaat het risico dat verplichte proceshandelingen voor jurisdictionele organen niet tijdig verricht zullen kunnen worden”, en wel “[v]anaf de dag dat de strengere veiligheidsvoorschriften van de Regering en de daaruit voortvloeiende beperkingen van het openbaar leven en van de bewegingsvrijheid ingegaan zijn”. In het verslag wordt de datum van 18 maart 2020 genoemd, maar in het eerste lid van de voorliggende bepaling wordt de datum van 9 april 2020 vooropgesteld³ en artikel 6 van het ontwerp bepaalt dat het besluit uitwerking heeft vanaf 9 april 2020.

¹ Zie in die zin over het begrip “overheid” advies 67.182/1/2, waarin het volgende wordt opgemerkt in voetnoot 16: “Selon la Cour européenne des droits de l’homme, ‘il est porté atteinte à l’indépendance des juges lorsque l’exécutif intervient dans une affaire pendante devant les tribunaux en vue d’en influencer l’issue (*Sovtransavto Holding c. Ukraine*, § 80 ; *Mosteanu et autres c. Roumanie*, § 42)’ (*Guide sur l’article 6 de la Convention européenne des droits de l’homme, Droit à un procès équitable (volet civil)*, op. cit., § 222, 49).”

² Zie in dat verband echter de hiernavolgende opmerking.

³ De datum van 9 april 2020 komt overeen met de datum van inwerkingtreding van koninklijk besluit nr. 2 van 9 april 2020, dat juist op die datum in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, en ook met de datum waarop koninklijk besluit nr. 12 van 21 april 2020, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 april 2020, uitwerking heeft. Daarentegen wordt in koninklijk besluit nr. 3 van 9 april 2020 ‘houdende diverse bepalingen inzake strafprocedure en uitvoering van straffen en maatregelen in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ een periode in aanmerking genomen die op 18 maart 2020 aanvangt.

De steller van het ontwerp zou zijn bedoelingen in dezen moeten verduidelijken. Als hij de datum van 9 april 2020 handhaaft, moet hij in het licht van het gelijkheidsbeginsel ook de verschillende behandeling kunnen rechtvaardigen die voortvloeit uit de keuze voor een terugwerkende kracht tot 9 april 2020 en die inhoudt dat enkel situaties die zich voordoen tussen 9 april 2020 en de datum waarop het ontworpen besluit wordt bekendgemaakt, met terugwerkende kracht onder de regeling vallen die artikel 1, eerste lid, doorvoert. Die rechtvaardiging dient dan in het verslag aan de Koning te worden overgenomen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6 van het ontwerp.

Artikel 2

1. Om de adressaten van de regel volledig te kunnen informeren, zou in het verslag aan de Koning nader moeten worden bepaald dat de mogelijkheid om geen openbare terechtzitting te organiseren – een mogelijkheid die de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wordt geboden voor de beroepen en vorderingen vermeld in de artikelen 39/77, 39/77/1, 39/82, § 4, tweede lid, 39/84 en 39/85 van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ – niet verhindert dat de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter de partijen bij beschikking oproept op de plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 en 74/9 waar de vreemdeling zich bevindt of op de plaats waar deze ter beschikking wordt gesteld van de minister, op de door hem bepaalde dag en uur, zelfs op zon- en feestdagen, en dat overeenkomstig de artikelen 39/77, § 1, derde lid, en 39/77/1, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980.

2. De aanvullende nota die in de bepaling wordt vermeld, is, zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, de nota waarin artikel 39/76, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 voorziet. Omwille van de duidelijkheid moet die verwijzing in de voorliggende bepaling staan. De woorden “, naargelang het geval,” kunnen dan worden weggelaten.

3. De afdeling Wetgeving begrijpt de bepaling in die zin dat de verzoeker in principe nog schriftelijk kan reageren op de nota met opmerkingen van de verwerende partij.⁴ Dat moet in het verslag aan de Koning worden gepreciseerd.

Artikel 3

1. De gemachtigde van de minister is gevraagd de strekking van de woorden “Onverminderd artikel 39/60 van de wet van 15 december 1980” toe te lichten.

⁴ Vergelijk met de formulering die wordt gebruikt in artikel 2, eerste lid, van koninklijk besluit nr. 12 van 21 april 2020.

Ze heeft het volgende geantwoord:

“Seule l’interdiction d’invoquer d’autres moyens que ceux exposés dans la requête ou dans la note est visée. Pour éviter toute confusion, il est proposé d’écrire plutôt : ‘sans préjudice de l’interdiction visée à l’article 39/60’, comme dans l’actuel article 39/76, § 1^{er}, al. 2 précité”.

De bepaling moet in die zin worden aangepast.

2. In de voorliggende bepaling wordt niet gezegd hoe het zit met de terechtzittingen die zouden zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 39/74 van de wet van 15 december 1980, dat van toepassing wordt wanneer artikel 39/73 van dezelfde wet niet van toepassing is.⁵

Hierover heeft de gemachtigde van de minister de volgende precisering gegeven:

“De Vreemdelingenwet biedt twee mogelijkheden:

1) de Raad acht een mondeling debat niet nodig, en dan kan een schriftelijke procedure worden georganiseerd op grond van artikel 39/73. Het ontwerp voorziet in een regeling deze 100% schriftelijke te maken.

2) de Raad acht een mondeling debat nodig en dan wordt er een zitting gepland op grond van artikel 39/74. Gezien het uitgangspunt is dat een mondeling debat noodzakelijk is, wordt hier geen schriftelijke procedure zonder zitting voorzien”.

Gelet op die uitleg, en zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, moet worden geoordeeld dat de terechtzittingen vastgesteld overeenkomstig het voornoemde artikel 39/74 worden gehouden na de periode die in artikel 1, eerste lid, van het voorliggende ontwerp wordt gedefinieerd.

Het verdient aanbeveling een dergelijk precisering op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 4

1. Er moet worden verwezen naar artikel 1, eerste lid, van het ontworpen besluit.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5 van het ontwerp.

2. Uit artikel 4 van het ontwerp valt af te leiden dat het indienen van procedurestukken en aanvullende stukken voor de zaken bedoeld in artikel 39/74 van de wet van 15 december 1980 nog altijd wordt geregeld bij artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen’, waarin het volgende wordt gesteld: “Alle processtukken worden aan de Raad toegezonden bij ter post aangetekende brief”.

⁵ Volgens de nota aan de regering worden de terechtzittingen in twee derde van de gevallen overeenkomstig artikel 39/74 van de wet van 15 december 1980 vastgesteld.

Het verdient aanbeveling een dergelijke precisering op te nemen in het verslag aan de Koning.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor de verzendingen van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen waarin artikel 5 van het voorliggende ontwerp voorziet: die stukken moeten, ook in verband met de zaken bedoeld in het voornoemde artikel 39/74, “door de Raad [worden] verzonden bij ter post aangetekende brief, [of] per bode met ontvangstbewijs”, overeenkomstig artikel 39/57-1 van de wet van 15 december 1980.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET